

Spéculations belliqueuses estivales

Dans le contexte actuel du Proche-Orient, où tous les conflits sont de plus en plus imbriqués, le bras de fer entre l'Iran et les USA est décisif. Tout comme le rôle de la Turquie.

Tomás Alcoverro

Les libanais attendent toujours l'été avec impatience : c'est l'époque des riches touristes, provenant surtout des Principautés du Golfe. Pourtant, cette fois-ci, la saison estivale pourrait bien leur apporter un nouveau conflit armé avec Israël. Alors que les habitants des nations d'Occident s'adonnent au farniente, partent en vacances, cultivent leur corps – l'été est la fête du corps par excellence – les pays du Levant, les terres du Proche-Orient doivent parfois faire face à des conflits belliqueux. La plupart des événements les plus importants des 50 dernières années au Proche-Orient se sont déroulés au rythme de ces lourds et lents étés : de la guerre des Six Jours en juin 1967 à l'affrontement armé entre Hezbollah et Israël, il y a seulement quatre ans. L'invasion du sud du Liban en 1982, l'occupation de Beyrouth pour expulser les *guérilleros* de l'Organisation pour la libération de la Palestine (OLP) de Yasser Arafat, avec le tragique épisode du massacre des réfugiés de Sabra et Chatila, ont également été perpétrés pendant la période estivale.

Le front libano-israélien

Pendant des mois, les spéculations sur un possible affrontement entre l'armée israélienne et les combattants du Hezbollah n'ont cessé de pleuvoir. De Tel Aviv à la capitale des Etats-Unis, la Syrie est accusée d'avoir fourni au Hezbollah d'importants chargements d'armes, dont des missiles Scud. D'après ces estimations, elle posséderait un arsenal de 45 000 missiles, bien plus puissant que celui dont elle disposait en été 2006.

La Syrie l'a toujours nié, et après ces accusations, les experts militaires israéliens ont écarté, pour l'instant, toute attaque contre le Liban, qui reste la caisse de résonance de tous les conflits du Proche-Orient. Comme l'écrit David Hirst dans son dernier ouvrage *Beware of small states*, si un nouveau conflit belliqueux éclatait, il commencerait sur le front libano-israélien, seul front actif depuis 40 ans, en dehors de la Palestine ; mais peut-être que cette fois-ci, il ne s'y confinerait pas : il pourrait bien s'étendre au Hamas de Gaza, à la Syrie, voire même

à l'Iran des ayatollahs, dans une sorte de grande guerre de missiles du style Hezbollah. Les libanais sont conscients qu'une aggravation du bras de fer entre l'administration Obama et l'Iran sur la question nucléaire se répercuterait sur leur petit et stratégique pays. Les conflits de la région, de l'Afghanistan à l'Irak en passant par la Palestine, l'Iran et le Liban, sont de plus en plus imbriqués les uns dans les autres. Au mois de mars, le secrétaire général du Hezbollah, le cheikh Hassan Nasrallah, qui sort rarement de son lieu de résidence tenu secret, s'est déplacé à Damas pour assister à la réunion entre les présidents syrien, Bachar el Assad, et iranien, Mahmoud Ahmadinejad, relative aux menaces israéliennes pesant sur le Liban afin de renforcer sa stratégie. Le régime de Téhéran soutient fermement le Hezbollah, à son tour fidèle allié de la Syrie, qui possède une intarissable influence sur le Liban. L'amélioration des relations entre les gouvernements de Beyrouth et Damas, à travers la récente implantation d'ambassades, a permis un évident apaisement de la situation intérieure au Liban.

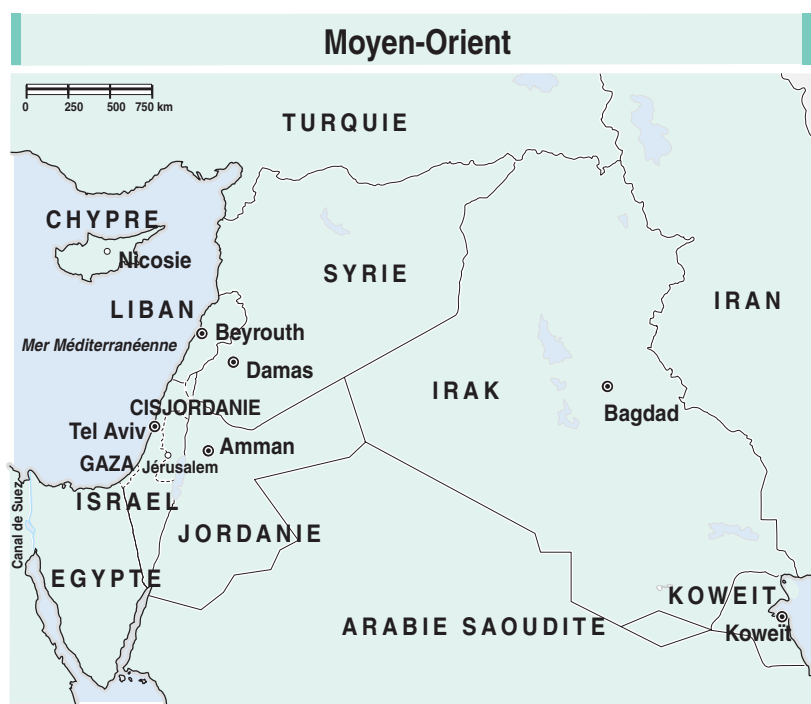
Mais deux questions importantes restent à résoudre : les armes aux mains du Hezbollah, et la prochaine mise en œuvre de l'activité du Tribunal spécial sur le Liban de La Haye, chargé de faire la lumière sur l'attentat perpétré en 2005 contre l'ancien premier ministre Rafik Hariri, qui provoqua un véritable tournant historique au Liban. Dans son rapport périodique sur le respect de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, adoptée pour mettre fin au conflit belliqueux de l'été 2006, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon a confirmé que les milices du Liban n'avaient pas encore été désarmées. Mis à part l'organisation chiite pro-iranienne alliée de la Syrie, certains groupuscules palestiniens comme « Al Fatah-Commandement général » placé sous les ordres du commandant Djibril, basé à la Bekaa, sont toujours armés. Ni le nouveau gouvernement de Beyrouth, présidé par Saad Hariri, fils du politicien sunnite assassiné et l'un des hommes les plus riches au monde, ni les troupes internationales de la FINUL, aujourd'hui dirigées par un général espagnol et détachées dans la zone frontalière entre le Liban et Israël, n'agiront en ce sens. Dans le dialogue na-

Tomás Alcoverro, correspondant de *La Vanguardia* au Proche-Orient.

tional libanais, c'est un sujet qui fait l'objet d'une grande prudence et n'est jamais abordé afin d'éviter toute crise interne, qui pourrait être plus dangereuse que celle soufferte ces quatre dernières années, jusqu'à l'accord de Doha, adopté par les pouvoirs régionaux pour favoriser l'accession du commandant en chef de l'armée libanaise, Michel Souleiman, à la présidence de la République.

On peut lire que l'une des premières actions du procureur du Tribunal sera de convoquer plusieurs militants du Hezbollah afin qu'ils apportent leurs témoignages. Dans son roman récemment publié sous le titre *La liste Hariri*, l'écrivain français Gérard de Villiers imagine que l'avion qui transporte le seul témoin en vie ayant pu échapper à l'exécution parmi les neuf personnes du Hezbollah impliquées dans l'assassinat, ordonnée par un général syrien, et que la CIA a dépêché à La Haye pour déclarer, explose au moment de son décollage de Beyrouth. Le roman, tout d'abord retiré des librairies par la censure locale, a de nouveau été mis en vente. L'attentat contre Hariri, qui aggrava fortement les relations entre les gouvernements de Damas et de Beyrouth, n'a pas encore été éclairci. Le Tribunal spécial de La Haye n'a encore pu établir aucune accusation malgré les soupçons premiers et prématurés de l'implication des dirigeants de Damas et de leurs alliés dans l'exécution. D'où le fait que le récit de Gérard de Villiers, dans lequel la fiction supplante la réalité à travers une intrigue romanesque jalonnée de fantaisies policières et érotiques, soit devenu un livre explosif dans cette époque d'incertitudes renouvelées pour le Proche-Orient. L'administration Obama a renouvelé les sanctions contre le régime syrien auquel elle continue de reprocher son soutien à des organisations dites terroristes. Elle avait pourtant entamé un discret mais significatif rapprochement, même si elle n'avait pas encore envoyé son ambassadeur à Damas, et envisage toujours des sanctions contre l'Iran à travers l'ONU, difficiles à appliquer dans la mesure où la Turquie, la Russie et le Brésil insistent sur l'atteinte d'une solution négociée.

Hans Blix et Mohammed al Baradei, qui ont présidé l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne, ont toujours prêché en faveur de la négociation. La Syrie reste un pays décisif pour la paix au Proche-Orient. Combien de fois a-t-on écrit que les arabes ne peuvent pas faire la guerre à Israël sans l'Égypte, ni la paix sans la Syrie ? Les guerres libanaises qui exposaient également la Syrie à l'anarchie lui ont permis de s'élever au rang de puissance régionale, et d'interlocutrice incontournable avec les USA, l'Occident, voire même – pourquoi pas – Israël. La Syrie a voulu réduire sa vulnérabi-



SOURCE : AFKAR/IDEES

lité militaire vis-à-vis de l'Etat juif en maintenant l'armement du Hezbollah (un Hezbollah pro-iranien qui est en outre l'un de ses grands atouts diplomatiques). Il est impossible de séparer le Liban de la Syrie, unie à la chair de son sang, collée à sa géographie qu'elle doit par obligation supporter et temporiser en tentant d'établir une difficile relation d'équilibre dans laquelle le gouvernement de Saad Hariri fait des efforts pour normaliser ses relations complexes. Certains de ses alliés se sont éloignés de son hétérogène coalition. C'est le cas du chef druze Walid Jumblatt, qui s'est rendu à Canosa et a visité Damas en compagnie de son fils aîné pour rectifier son attitude hostile antérieure. Le régime de Bachar el Assad, avec ses partisans du Hezbollah et du général chrétien Michel Aoun, a récupéré son influence au Liban après l'humiliant départ de ses soldats en 2005, à l'issue de la constitution d'un gouvernement radicalement anti-syrien qui réclamait la vérité sur l'attentat contre Hariri et la formation d'un tribunal international pour rétablir la justice. Les accusations d'armer le Hezbollah avec de nouveaux missiles Scud remettent en cause ses tentatives de rompre l'isolement international, mais compromettent également le rapprochement de l'administration Obama d'un régime que l'ancien président Bush avait condamné à un ostracisme pestiféré. D'après le journal israélien *Yediot Ahronot*, les services d'intelligence américains n'ont aucune preuve concernant ces livraisons de missiles. Le chef du gouvernement libanais est conscient que cette campagne évoque l'accusation lancée contre le Raïs Saddam Hussein de posséder des armes de destruction massive ayant servi de prétexte à une attaque en Irak. Les journaux de



Les présidents iranien, Mahmoud Ahmadinejad, et syrien, Bachar el Assad, et le secrétaire général du Hezbollah, le cheikh Nasrallah, se sont réunis en mars pour parler des menaces israéliennes sur le Liban et renforcer leur stratégie. Damas, mars 2010. /AP PHOTO/SANA

Damas menacent Israël d'une grande défaite, tandis que les journaux de Tel Aviv menacent la Syrie de revenir à l'âge de pierre...

Le bras de fer avec l'Iran

Malgré les tentatives américaines de l'écartier de l'Iran, la Syrie reste fidèle à son alliance d'il y a 20 ans. La république islamique perse, avec son programme nucléaire en marche contre vents et marées, est considérée comme une menace par Israël et les USA. Mais ce sont les troupes américaines qui sont déployées dans ces républiques voisines d'Irak et d'Afghanistan ou dans les bases du Koweït, du Bahreïn, de la Fédération des émirats arabes... C'est Israël qui possède le monopole atomique au Proche-Orient. Le régime messianique et pragmatique de Téhéran aspire à être reconnu comme une puissance régionale. S'il arme le Hezbollah et le Hamas, dans l'étroite bande palestinienne de Gaza, il ne leur fournit aucune arme chimique ni biologique, ce qui serait une provocation. Depuis 1973, Israël n'affronte plus aucune armée régulière arabe, mais seulement ces deux organisations combattantes dans le cadre de guerres dites asymétriques. Et c'est

à travers elles que le régime iranien maintient sa stratégie belliqueuse face à son grand ennemi israélien. Il n'est pas facile d'exprimer le pouvoir nucléaire en termes d'avantages politiques. Israël souhaite défendre son monopole atomique et menace d'attaquer l'Iran, dont il ne croit pas les proclamations pacifistes, si la communauté internationale ne met pas fin à son programme nucléaire.

Ces menaces ne sont pas apparues à l'approche de l'été : elles se répètent depuis longtemps. Or, il est évident qu'une attaque contre l'Iran, que l'administration Obama n'encourage pas, provoquerait un chaos dans la région. La politique de retenue américaine est l'action la plus prudente. L'adoption de nouvelles sanctions, comme en Irak, causerait un préjudice à la population, mais n'affaiblirait pas le régime islamique. Dans ce Proche-Orient avec un nouveau projet de négociation indirecte très incertaine, sous les auspices de l'administration Obama, le bras de fer entre l'Iran et les USA est décisif. La Turquie, si active sur ces fronts diplomatiques, a offert sa médiation pour éviter un affrontement belliqueux et d'éventuelles sanctions. Les années de l'empire ottoman vaincu et démantelé appartiennent au passé. ■